

LA LETTRE DU HERISSON

bimensuel

15 nov 1986

sommaire

POLLUTION	BALE POLLUTION DU RHIN PAR SANDOZ	P. 3
	AUX ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN	P. 3
	A SIGNALER	P. 3
	BOYCOT SANDOZ	P. 4/5
	DECLARATION DES MINISTRES COMPETENTS DES PAYS RIVERAINS DU RHIN	P. 6/7
FORET	UN CONCERT POUR LA FORET	P. 8
LEGISLATION	J.O. OCTOBRE 86	P. 8/9
ECOLE	LES HANDICAPES DE DEMAIN.....	P. 10
	LETTRE ENVOYEE AU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE	P. 10
ENQUETE	CHOISIR SON NUAGE	P. 10/11
MEDIA	NOUVEAU NUMERO DE "NATURE ET PROGRES"	P. 11
VIE ASSOCIATIVE	FESTIVAL NATURE	P. 11
	SOUSSOUEOU CA CONTINUE	P. 11
	UNE ETUDE DE MARCHE POUR LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE	P. 12

GEP

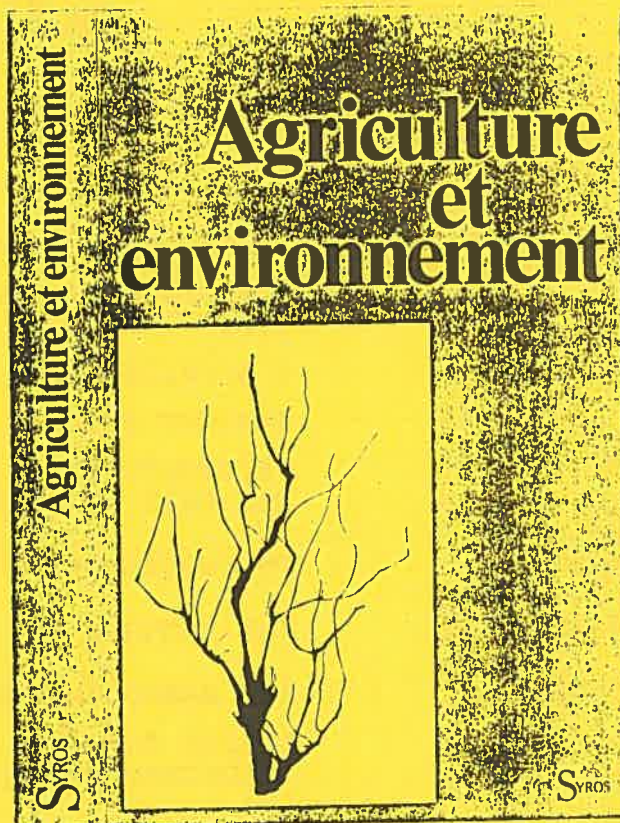
MUSÉE de PICARDIE
Rue de la République 80000 AMIENS



LE LIVRE "AGRICULTURE ET
PROTECTION DE LA NATURE"
VA PARAÎTRE PROCHAINEMENT.
IL REGROUPE LES TRAVAUX DU
RÉSEAU AGRICULTURE PRÉSENTÉS
LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE VICHY.

130.00 F (+ PORT, TVA 7%
INCLUSE).

COMMANDEZ-LE DES MAINTENANT



La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : M. Y. BENASSI

Responsables de la publication : P. DELACROIX et J.P. LE DUC

Secrétaire de rédaction : Sophie CHALANDRE

Secrétariat : Jeanine LOISEAUX

Maquette : Frédéric

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES - 8, villa des
Fleurs - 92400 COURBEVOIE.



BALE : POLLUTION DU RHIN PAR L'USINE SANDOZ

1er NOVEMBRE : C'EST LA CATASTROPHE "SANDOZ" SUIVIE D'UNE TRES GRAVE POLLUTION DU RHIN. LA FFSPN A DIFFUSE, A LA SUITE DE CET ACCIDENT ECOLOGIQUE, LES DEUX COMMUNIQUE SUIVANTS ; RESPECTIVEMENT LE 7 NOVEMBRE ET LE 13 NOVEMBRE.

Bâle : le non événement

La FFSPN ne peut, qu'une fois de plus, déplorer le manque d'information des populations lors d'accidents de pollution, ainsi que l'insuffisance de mesures de sécurité dans les établissements à risques.

1er novembre 1986... l'incendie d'un entrepôt du groupe Sandoz, à Bâle, a fortement pollué le Rhin.

Une fois encore, une catastrophe écologique est survenue selon le schéma, classique, suivant:

un événement, puis l'annonce que la situation est maîtrisée et qu'il n'y a plus aucun danger. Dernière étape : c'est grave, plus grave qu'on ne l'avait laissé entendre... Il y a des effets.

Alors ? comment peut on exiger des populations de ne pas paniquer en cas d'accident industriel à conséquence écologique quand il y a manifestement mal information ?

Le problème de l'information honnête et crédible dépasse celui des frontières nationales. Ainsi, la vertueuse indignation du ministre français de l'environnement face à l'attitude des suisses ne changera rien (on se souviendra des réactions françaises lors du récent incident de la Centrale de CATTENOM et des problèmes du sel dans le Rhin et plus encore TCHERNOBYL).

C'est pourquoi, la récente suppression dans le budget 87 d'un important nombre de postes d'inspecteurs des installations classées, chargés de contrôler le respect des consignes de sécurité dans les usines dangereuses nous expose tous, et plus que jamais, à l'arrivée de tels accidents en France.

Affaire SANDOZ, pollution du Rhin : une première, des résultats.

Le 12 novembre, s'est tenue à Zurich une réunion des ministres européens de l'environnement concernés par l'accident de Bâle. Cette conférence a été l'occasion d'une première : M. Alain CARIGNON, Ministre de l'Environnement avait officiellement inclus dans la délégation française la FFSPN au titre des associations de protection de la nature de notre pays.

La FFSPN se félicite d'une telle initiative, qui lui a permis de participer pleinement aux travaux de la délégation française et d'apporter ainsi sa contribution aux résultats de la conférence. En particulier, sa présence, par la convergence qu'elle a exprimée entre le ministère et les associations de protection de la nature, a renforcé la position française sur l'avenir du fleuve. A cet égard, la FFSPN juge satisfaisante l'idée d'un programme de restauration du Rhin, préférée à un simple système d'indemnisation.

Compte tenu des positions helvétiques au début de la conférence, on peut considérer que des progrès importants ont été faits.

La FFSPN espère que la réunion de Rotterdam, le 19 décembre prochain permettra dans cet esprit un nouveau pas dans la mise en oeuvre de mesures concrètes et indispensables.

AUX ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA FFSPN

Boycott SANDOZ

A la suite de la catastrophe écologique subie par le Rhin du fait de SANDOZ à Bâle, la FFSPN ainsi que le réseau des Amis de la Terre, a répondu favorablement à l'idée d'un boycott des produits SANDOZ proposée par GREENPEACE, l'AFRPN, la Fédération de pêche du Bas Rhin et le Centre d'Etude Ornithologique d'Alsace se sont déjà joints à cette action ainsi que le CREPAN.

Le texte ci-joint a été distribué à la conférence de presse tenue à Paris le 13 novembre.

Il faut signaler que l'Ovomaltine, Perform, Isostar, les "pains" Wasa produits par SANDOZ font partie du boycott. La liste des produits concernés continue à s'élaborer. Si vous avez des renseignements, envoyez-les directement à GREENPEACE, 3, rue de la Bûcherie, 75005 PARIS qui se charge de la centralisation des données.

Une affichette (format 35 x 25 cm env.) est en cours d'impression et 20 (vingt) exemplaires vous en seront envoyés dès sa sortie. Si, dès maintenant, vous en désirez davantage, indiquez le par écrit à la FFSPN PARIS.

Merci d'être actif, prompt et efficace.

16 novembre 86

Josette BENARD

Secrétaire générale adjointe.

responsable du contrat d'objectif "pollution".

A SIGNALER ;

Un excellent article sur les conséquences de TCHERNOBYL est paru dans "La Recherche" de septembre 86 (pages 1102 à 1105).

Il se termine sur une remarquable analyse du problème de l'information.

BOYCOTT SANDOZ

Les catastrophes industrielles majeures se relaient avec une continuité effrayante. Hier, le vent venu de Tchernobyl répandait sur toute l'Europe la radioactivité relâchée par un réacteur nucléaire accidenté. Aujourd'hui, le plus grand fleuve d'Europe occidentale est entièrement pollué par le déversement de plusieurs dizaines de tonnes de produits chimiques parmi les plus toxiques que l'homme sache synthétiser.

Le 1er novembre dernier, le monde a appris avec stupeur que l'entreprise chimique et pharmaceutique SANDOZ, l'une des plus prospères et des plus prestigieuses dans ces branches d'activité, ne prenait pratiquement aucune précaution pour entreposer au bord du Rhin, côte à côte, produits toxiques et inflammables.

Le plus banal des sinistres, un incendie, se transforma instantanément en la plus grande catastrophe écologique d'origine chimique qu'aiteu à subir l'Europe. Les approvisionnements en eau de plusieurs dizaines de millions de riverains du Rhin sont atteints et dégradés pour une période dont on ignore le terme. Le grand fleuve, autrefois vecteur de vie, n'est plus qu'une menaçante concoction empoisonnée.

La fatalité n'a pris aucune part à ce désastre sans précédent. Face à ce type de danger chacun d'entre nous est concerné. Face à ce type de danger chacun d'entre nous peut et doit agir pour que le risque soit éliminé.

SANDOZ est responsable et doit payer le prix des conséquences de sa négligence criminelle. Les autres entreprises chimiques doivent apprendre ce qui leur en coûterait si elles étaient un jour à l'origine d'un accident similaire.

A cette fin, les associations ici représentées, Greenpeace, le Réseau des Amis de la Terre, la Fédération française des sociétés de protection de la nature, ainsi que l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature, la Fédération de pêche du Bas Rhin et le Centre d'Etude ornithologique d'Alsace, invitent les consommateurs français à boycotter les produits SANDOZ pour lesquels des équivalents d'autres marques sont disponibles sur le marché.

Cet appel s'adresse en premier lieu:

- au public pour les médicaments accessibles sans ordonnance à chaque fois qu'un équivalent non-Sandoz est disponible, que leur indiqueront les pharmaciens;
- aux médecins, pour qu'ils retirent de leurs prescriptions les médicaments Sandoz quand des équivalents existent;
- aux agriculteurs, pour qu'ils cessent de recourir aux produits phytosanitaires Sandoz (insecticides, pesticides, fongicides, herbicides etc.) et s'approvisionnent auprès d'autres fabricants;
- aux industriels dont les productions font appel à des produits de base Sandoz pour qu'ils se tournent vers d'autres fournisseurs.

L'appel au boycott cessera, et sera publiquement retiré quand les objectifs suivants auront été atteints:

La mise en place dans toutes les usines SANDOZ de dispositifs de sécurité mettant l'environnement à l'abri de toute dispersion accidentelle de produits chimiques et d'équipements limitant strictement les rejets d'effluents en-dessous des limites légales. Pour être en mesure d'en juger, les associations ici présentes, demandent la constitution d'une commission multi-partite où elles auraient leur place. Elles vont entreprendre des consultations avec les pouvoirs publics et les collectivités et organisations concernées pour que, par ailleurs, cette commission réunisse toutes les compétences nécessaires et ait une représentativité incontestable.

La réussite d'une telle action tient à l'initiative de chacun et de tous, notamment dans le domaine de l'information. Afin d'être en mesure de répondre à toute question, une banque de données contenant la liste des produits SANDOZ et de leurs équivalents va être constituée. Tout concours pour l'élaborer et la diffuser sera le bienvenu.

Il est évident que SANDOZ sera par ailleurs l'objet de multiples actions en justice pour les divers et graves préjudices écologiques et économiques qu'elle a provoqués:

- l'évaluation des dommages, qui sera longue et difficile;
- la réparation des dégâts écologiques;
- le coût des mesures exceptionnelles pour protéger et approvisionner en eau non-contaminée les populations;
- les manques à gagner directs et indirects.

Il nous semble important que les informations concernant ces affaires soient rassemblées et disponibles en un lieu unique auquel chacun pourrait avoir accès. Nous espérons que notre appel sera entendu et suivi et que ce que chacun d'entre nous désire, "plus jamais ça", se réalise.

Greenpeace, le Réseau des Amis de la Terre, la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), la Fédération de pêche du Bas Rhin, le Centre d'Etude ornithologique d'Alsace.

Déclaration commune des ministres compétents des pays riverains du Rhin et de ses représentants de la Commission des Communautés européennes

12 novembre 1986, Hôtel NOVOTEL, Zurich-Glattbrugg

Les ministres compétents des pays riverains du Rhin et le représentant de la Commission des Communautés européennes constatent unanimement que l'écosystème du Rhin a été fortement atteint par l'incendie qui s'est produit à Schweizerhalle et qu'il est probablement perturbé pour longtemps. Ils sont vivement affectés et partagent l'inquiétude de l'opinion publique. Ils veulent aussi par des mesures appropriées éviter à l'avenir de tels accidents, ou tout au moins empêcher, en utilisant les moyens techniques les meilleurs, que le Rhin n'en supporte les conséquences.

Les objectifs de la rencontre de Zürich ont été l'échange d'informations entre les autorités suisses et les Etats riverains du Rhin, la prise en compte par la Suisse de besoins supplémentaires d'information et la constatation de lacunes et de points faibles au niveau de prévention. Dans la seconde partie, les participants ont tiré les conséquences de l'incendie qui s'est produit dans l'entreprise Sandoz SA à Schweizerhalle. Des suggestions ont été faites pour combler les lacunes, qui ont été constatées sur le plan national. Les ministres ont également discuté de l'amélioration de la collaboration internationale et d'une stratégie destinée à maîtriser les conséquences de l'accident.

Ils ont clairement indiqué que cette Conférence ne devait pas être considérée comme le point final d'un accident mais comme le début de nouveaux travaux.

- Il faut d'une part étudier les conséquences de l'accident sur l'état du Rhin, définir un programme de surveillance renforcée et proposer un programme de restauration et les moyens de financement.
- Dans le domaine de la prévention, on a souligné qu'il s'agit de prendre des mesures énergiques et conséquentes, même si cela entraîne des frais. Les entrepôts de produits chimiques en particulier doivent être inventoriés et soumis à une analyse des risques. On a dans ce contexte également parlé de mesures architectoniques telles que parois anti-feu, installations d'arrosage, bassins de retenue des eaux ayant servi à l'extinction du feu, entreposage séparé de substances, transfert et limitation des quantités dans les dépôts, etc.
- Des installations automatiques doivent permettre la détection précoce d'incendies et la lutte contre les incendies, il faut établir des plans d'intervention qui tiennent compte des produits entreposés. Les ministres chargent donc la Commission internationale de protection du Rhin d'inventorier les réglementations techniques et légales des Etats riverains du Rhin en cas d'accident, d'une part, et d'examiner dans quelle mesure, une harmonisation s'avère

nécessaire dans ce domaine, d'autre part.

A cet égard les ministres ont pris acte de l'intention des autorités suisses de procéder à un inventaire des dépôts de produits chimiques, de vérifier leur conformité par rapport à la réglementation existante et d'évaluer l'efficacité de cette réglementation comparée à celle de la directive de Seveso appliquée dans les Etats de la Communauté pour les usines à risques.

- Les ministres veulent en outre contrôler le plan d'alerte pour le Rhin en tenant compte des systèmes d'alerte nationaux et, le cas échéant, veiller à ce que l'on dispose au niveau gouvernemental du réseau de communication spécial pour les cas d'incidents importants qui a été proposé par la Suisse. La Commission internationale pour la protection du Rhin est chargée de s'atteler sans délai aux travaux nécessaires à cet effet.
- Les ministres ont en outre discuté de la pollution du Rhin par l'atrazine, causée par une entreprise suisse et décidé de procéder à des contrôles approfondis afin de limiter le plus possible que de l'atrazine ne soit déversée dans les eaux.
- La Commission des Communautés européennes, également représentée à la Conférence ministérielle de Zürich, accepte de collaborer dans le cadre de ses compétences aux mesures discutées et en particulier elle examinera les règlements actuels de la Communauté et si nécessaire prendra des initiatives appropriées.
- Les ministres ont convenu que, dans le cadre du travail des experts de la Commission internationale du Rhin, le système communautaire d'information et le système "TOVALOP" seraient pris en considération en tant que modèles éventuels de coopération entre les Etats du Rhin en vue de limiter les conséquences d'accidents chimiques.
- La délégation suisse s'est déclarée prête à poursuivre des discussions afin de trouver une solution rapide et équitable de la question des réparations des dommages. Elle exprime fermement l'espoir que les questions de la réparation et de la restauration de l'état antérieur du Rhin pourront être réglés à l'amiable. La Commission internationale pour la protection du Rhin collaborera à l'élaboration des bases nécessaires pour résoudre ces questions.
- Les ministres ont décidé de se réunir le 19 décembre 1986 à Rotterdam pour évaluer la situation, étudier les propositions présentées et adopter de nouvelles résolutions.



UN CONCERT POUR LA FORÊT

LA FRAÏNA IERRE A DIFFUSE, LE 17 OCTOBRE, UNE INFORMATION PORTANT SUR LE COMBAT MENÉ POUR SAUVER LA FORÊT.

Les forêts de notre département sont malades.

La Chartreuse est le massif le plus touché en France par les pluies arides, la sécheresse. Le Vercors arrive en 3e position après les Vosges.

Près de 30 % des arbres meurent de l'air que nous respirons. Dans l'agglomération, la circulation automobile augmente de 3% chaque année et ce sont 25 tonnes de soufre qui sont rejetées par jour par l'industrie.

Grenoble arrive en 6e position des villes les plus polluées de France (source "L'Express" et "Grenoble Mensuel" - octobre 86).

On pourrait se résigner et donner raison à Georges PILLEMENT, romancier contemporain qui décrit Grenoble ainsi : "un bijou en toc dans un écrin en or". Mais les associations de protection de la nature, les forestiers, les scientifiques, se mobilisent autour de la "fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature" (FRAÏNA et de "Jeunes et Nature". En parce que la défense de la Vie doit être engagée avec humour, vitalité, énergie, cette campagne "POUR QUE VIVE LA FORÊT" débutera par UN IMMENSE CONCERT DE CATHERINE LARA, le 3 décembre 1986 à Alpexpo Grenoble.



Décret n° 86-1076 du 24 septembre 1986 portant publication du protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973 (1)

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu le décret n° 75-553 du 26 juin 1975 portant publication de la convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures et de la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, ouvertes à la signature à Bruxelles le 29 novembre 1969 ;

Vu la loi n° 85-1172 du 12 novembre 1985 autorisant l'adhésion à un protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures ;

Vu le décret n° 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décète :

Art. 1er. - Le protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973, sera publié au Journal officiel de la République française.

Art. 2. - Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 septembre 1986.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre.

JACQUES CHIRAC

Le ministre des affaires étrangères.

JEAN-BERNARD RAIMOND

(1) Le présent protocole est entré en vigueur le 6 mars 1986, conformément aux dispositions de son article 6.

PROTOCOLE DE 1973 SUR L'INTERVENTION EN HAUTE MER EN CAS DE POLLUTION PAR DES SUBSTANCES AUTRES QUE LES HYDROCARBURES

Les Parties au présent Protocole,

Etant Parties à la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 29 novembre 1969,

Prenant en considération la résolution sur la coopération internationale en matière de pollution par des agents autres que les hydrocarbures adoptée par la Conférence juridique internationale de 1969 sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer,

Prenant également en considération le fait que, conformément à ladite résolution, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime a intensifié, en collaboration avec toutes les autres organisations internationales intéressées, ses travaux relatifs aux différents aspects de la pollution par des substances autres que les hydrocarbures.

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

1. Les Parties au Présent protocole peuvent prendre en haute mer les mesures nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer les dangers graves et imminents que présentent pour leurs côtes ou intérêts connexes une pollution ou une menace de pollution par des substances autres que les hydrocarbures à la suite d'un accident de mer ou des actions afférentes à un tel accident, susceptibles selon toute vraisemblance d'avoir des conséquences dommageables très importantes.

2. Les « substances autres que les hydrocarbures » visées au paragraphe 1 sont :

a) Les substances énumérées dans une liste qui sera établie par un organe compétent désigné par l'Organisation et annexée au présent Protocole, et

b) Les autres substances susceptibles de mettre en danger la santé de l'homme, de nuire aux ressources vivantes à la faune et à la flore marines, de porter atteinte aux agréments ou de gêner toutes autres utilisations légitimes de la mer.

3. Chaque fois qu'une Partie prend des mesures au sujet d'une substance mentionnée au paragraphe 2, alinéa b, il lui appartient de prouver que cette substance risquait selon toute vraisemblance, dans les circonstances existant au moment de l'intervention, de constituer un danger grave et imminent analogue à celui que présente l'une quelconque des substances énumérées dans la liste mentionnée au paragraphe 2, alinéa b ci-dessus.

Article 2

1. Les dispositions de l'article 1er, paragraphe 2, et des articles 2 à 8 de la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, 1969, ainsi que celles de l'Annexe de cette Convention, qui se rapportent aux hydrocarbures, s'appliquent aux substances visées à l'article 1er du présent Protocole.

2. Aux fins du présent Protocole, la liste d'experts visée à l'article 3, paragraphe c, et à l'article 4 de la Convention est élargie afin de comprendre les experts qualifiés pour donner des avis sur les substances autres que les hydrocarbures. Les Etats membres de l'Organisation et les Parties au présent Protocole peuvent soumettre des noms en vue de l'établissement de la liste.

Article 3

1. La liste visée au paragraphe 2, alinéa a, de l'article 1er est tenue à jour par l'organe compétent désigné par l'Organisation.

2. Tout amendement qu'une Partie au présent Protocole propose d'apporter à la liste est soumis à l'Organisation qui le communique à tous les Membres de l'Organisation et à toutes les Parties au présent Protocole trois mois au moins avant son examen par l'organe compétent.

3. Les Parties au présent Protocole, qu'elles soient ou non membres de l'Organisation, sont admises à participer aux délibérations de l'organe compétent.

4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des seules Parties au présent Protocole présentes et votantes.

5. Tout amendement adopté en vertu du paragraphe 4 ci-dessus est communiqué par l'Organisation à toutes les Parties au présent Protocole pour acceptation.

6. Un amendement est réputé accepté six mois après avoir été ainsi communiqué, à moins que, durant cette période, un tiers au moins des Parties au Protocole n'adresse à l'Organisation une objection à cet amendement.

7. Trois mois après la date de son acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 6 ci-dessus, un amendement entre en vigueur pour toutes les Parties au présent Protocole, à l'exception de celles qui ont fait, avant cette date, une déclaration aux termes de laquelle elles n'acceptent pas ledit amendement.

Article 4

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats qui ont signé la Convention visée à l'article 2 ou qui y ont adhéré et de tous les Etats invités à se faire représenter à la conférence internationale de 1973 sur la pollution des mers. Le Protocole reste ouvert à la signature du 15 janvier 1974 jusqu'au 31 décembre 1974 au siège de l'Organisation.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les Etats qui l'ont signé.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les Etats qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer.

4. Seuls les Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé la Convention visée à l'article 2 ou qui y ont adhéré, peuvent ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole ou y adhérer.

Article 5

1. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument en bonne et due forme auprès du secrétaire général de l'Organisation.

2. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole à l'égard de toutes les Parties existantes ou après l'accomplissement de toutes les mesures requises pour l'entrée en vigueur de l'amendement à l'égard desdites Parties, est réputé s'appliquer au Protocole modifié par l'amendement.

Article 6

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date à laquelle quinze Etats ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du secrétaire général de l'Organisation, à condition toutefois que le présent Protocole n'entre pas en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention visée à l'article 2.

2. Pour chacun des Etats qui ratifient, acceptent, approuvent le présent Protocole ou y adhèrent ultérieurement, il entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cet Etat de l'instrument approprié.

Article 7

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'une quelconque des Parties à tout moment à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du secrétaire général de l'Organisation.

3. La dénonciation prend effet un an après la date de dépôt de l'instrument pertinent auprès du secrétaire de l'Organisation ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.

4. Toute dénonciation de la Convention visée à l'article 2 par une Partie constitue une dénonciation du présent Protocole par cette Partie. Elle prend effet à la date à laquelle la dénonciation de la Convention prend elle-même effet conformément au paragraphe 3 de l'article 12 de cette Convention.

Article 8

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou d'amender le présent Protocole.

2. A la demande du tiers au moins des Parties, l'Organisation convoque une conférence des Parties au présent Protocole ayant pour objet de réviser ou d'amender le présent Protocole.

Article 9

1. Le présent Protocole sera déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation.

2. Le secrétaire général de l'Organisation :

a) Informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré :

i) De toute signature nouvelle ou dépôt d'instrument nouveau et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus ;

ii) De la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ;

iii) De tout dépôt d'instrument dénonçant le présent Protocole et de la date à laquelle cette dénonciation prend effet ;

iv) De tout amendement au présent Protocole ou à son annexe ainsi que toute objection ou de toute déclaration selon laquelle ledit amendement n'est pas accepté ;

b) Transmet des copies conformes du présent Protocole à tous les Etats signataires de ce Protocole et à tous les Etats qui y adhèrent.

Article 10

Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le secrétaire général de l'Organisation en transmet une copie conforme au secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 11

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire en langue anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres, le 2 novembre 1973.

RESERVE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

« Selon l'article 1^{er} du Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures, fait à Londres le 2 novembre 1973, les Etats Parties ne peuvent prendre de mesures en haute mer, à la suite d'un accident de mer, qu'en cas de dangers graves et imminents de pollution ou de menace de pollution susceptibles selon toute vraisemblance d'avoir des conséquences dommageables très importantes.

« Le Gouvernement français, se fondant sur la définition des colis de type A, considère que les matières radioactives qui peuvent être entreposées ou transportées sous forme de matières en colis de type A ne peuvent entraîner un tel danger.

« Aussi le Gouvernement français n'accepte-t-il pas que les dispositions du Protocole soient appliquées à ces colis. »

Source J.O. 2 octobre 1986

éducation



LES HANDICAPES DE DEMAIN

Dans les tout premiers jours de décembre, le projet de réforme de l'enseignement secondaire arrivera sur le bureau de l'Assemblée Nationale.

Deux caractéristiques retiendront l'attention des naturalistes.

- la biologie géologie disparaît comme discipline fondamentale en classe de seconde et ainsi donc serait stoppée nette la reconquête acquise depuis plusieurs années dans les textes, mais aussi en grande partie sur le terrain (équipements nouveaux dans les lycées, recrutements accrus). Les sciences naturelles en option.

- la biologie géologie disparaît également dans les sections à orientation économique (en 1ère et terminale).

Comme l'a souligné dans son Assemblée Générale tenue le 16.11 au Muséum, l'association des Professeurs de biologie géologie, et au-delà de toute considération corporatiste, ces orientations reviennent à refuser à un très grand nombre de futurs citoyens L'ACCES à la connaissance scientifique et technique de demain.

Nos futurs décideurs, architectes, responsables culturels etc.. seront-ils des handicapés définitifs ? Une intervention rapide auprès de votre député serait la bienvenue éventuellement en coordination avec les membres locaux de l'APBE

Daniel YON

LETTRE ENVOYEE AU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Monsieur le Ministre,

Nous avons pris connaissance avec beaucoup d'inquiétude du projet de réorganisation des structures dans les lycées que vous venez d'adresser pour avis aux Chefs d'Etablissements du Second degré.

Ces propositions constituent un recul très grave de l'enseignement de la biologie et de la géologie, ce qui ne saurait se concevoir si nous voulons assurer aux jeunes une formation à la hauteur des défis écologiques de notre avenir.

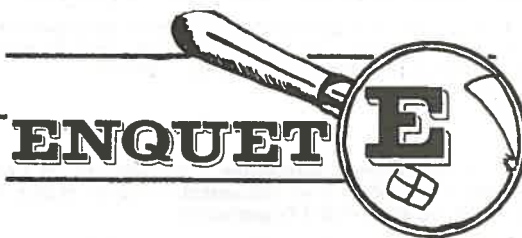
Comment envisager une saine gestion des ressources naturelles si convoitées, le maintien des équilibres nécessaires à la survie de l'Homme, la prévention des risques naturels pour ne citer que trois domaines importants, si chacun n'a pas été formé dès son adolescence à la réflexion biologique, tout à fait spécifique dans l'enseignement scientifique ?

Le Professeur Jean DAUSSET, prix Nobel, écrit à votre prédissement :

"au moment où notre terre "rétrécie" est en pleine mutation, où l'Homme, ce grand prédateur, gaspille ses richesses, il est essentiel que chacun prenne conscience de sa place dans le monde du vivant. Les sciences de la nature jouent et joueront un rôle de plus en plus prééminent pour la sauvegarde de ce patrimoine irremplaçable".

Aussi, nous nous permettons d'intervenir très fermement auprès de vous pour que le projet de réduction de l'enseignement de la biologie et de la géologie en seconde comme dans les classes littéraires ne reste qu'un projet.

Pierre DELACROIX



CHOISIR SON NUAGE

L'UNION MIDI PYRENEES NATURE ET ENVIRONNEMENT DEMANDE A LA POPULATION CONCERNEE PAR LE SITE INDUSTRIEL DE LA ZONE SUD DE TOULOUSE, DE PARTICIPER A L'ENQUETE PUBLIQUE MENEESUR CE SITE.

Tolochimie, site industriel de la zone Sud de Toulouse, répertoriée comme "risque technologique majeur" veut notablement augmenter la fabrication d'un atelier d'isocyanate par phosgénation et créer un nouvel atelier qui fabriquerait des amines. C'est pourquoi, une enquête publique a lieu du 22 octobre au 21 novembre.

Tout citoyen appartenant ou non à la zone géographique concernée a le droit de s'exprimer durant une enquête publique. La population riveraine de l'usine, directement concernée en cas d'accident grave, est estimée à 100 000 personnes.

Comment participer à l'enquête publique? En consultant le dossier d'enquête et en écrivant dans les registres d'observations.

. A Toulouse au service du Contentieux de la Mairie, 17, rue de Rémusat- 8 h 30 à 17 h (sans interruption semble-t-il).

. A Ramonville, au service des gardes municipaux à la Mairie (heures normales de bureaux) tél. 61.73.30.63

. A Pechbusque à la Mairie - Celle-ci ferme le mercredi à 18 H 30 et le vendredi à 19h30. Tél. 61.73.37.54

. A Portet à la mairie- Celle-ci ferme à 18 h,
Tél. 61.72.00.15

. A Vieille Toulouse à la Mairie,tél. 61.73.32.23

Il est possible aussi de rencontrer le Commissaire Enquêteur. Il sera à Toulouse au Service du Contentieux les 5 et 12 novembre de 9 h à 12 h et le vendredi 21 novembre de 14 h à 17h.

Vous voulez donner votre avis et vous ne pouvez pas vous déplacer. Faites le par écrit sous pli recommandé, à adresser à M. Yves ROUSSELET, Commissaire Enquêteur. Mairie de Toulouse.



NOUVEAU NUMERO DE "NATURE ET PROGRES"

Nature et Progrès, revue bimestrielle, présente au sommaire de son prochain numéro :

POUMON DE LA PLANETE, LA FORET AMAZONNIENNE EST MENACEE.

Le projet agro-écologique et piscicole mis en place en Equateur s'oppose à cette logique destructrice.

La commission Tiers Monde de Nature et Progrès participe activement à la mise en place de ce projet.

On y trouvera également : comment choisir ses variétés de blé tendre, ou bien : l'alimentation dynamique en pratique, ou encore : quels moyens pour développer la bio.

Mais aussi : un article de fond sur la radioactivité au quotidien et un reportage sur l'action de "Robin des Bois" à CATTENOM.

VIE ASSOCIATIVE

FESTIVAL NATURE

LA FRAPNA SAVOIE ORGANISE, DU 17 AU 25 NOVEMBRE 1986, SON PREMIER FESTIVAL NATURE.

La Frapna Savoie propose une grande fête de l'environnement en Savoie (essentiellement à Chambéry, mais aussi à SIX LES BAINS, à MOUTIERS et ST JEAN DE MAURIENNE).

De nombreux spécialistes de renommée nationale ou internationale se réuniront autour du thème "milieu aquatique". Beaucoup d'animations tourneront autour de thèmes aussi divers que l'énergie nucléaire, la protection des chauves souris, la gestion de la faune sauvage...

"SOUSSOUEOU CA CONTINUE"

VOICI LE COMMUNIQUE DE PRESSE QU'A DIFFUSE LA SEPANSO LE 3 NOVEMBRE 1986 CONCERNANT SON SOUTIEN FINANCIER POUR LA PROTECTION DU VALLON DU SOUSSOUEOU

La SEPANSO BEARN et le Comité de Défense du SOUSSOUEOU luttent depuis plusieurs années pour la sauvegarde de ce magnifique vallon dans la vallée d'OSSAU.

L'urbanisation du lac de FABREGES accordée au mépris de la loi est un premier jalon posé par la municipalité de LARUNS pour conquérir le site du SOUSSOUEOU.

L'affaire a été portée au tribunal administratif et nous nous retrouvons au conseil d'Etat.



En outre, nous avons eu un procès pour l'édition d'une carte postale dans la plaquette qui faisait le point sur cette affaire.

Pour continuer notre action, nous faisons appel aux dons de particuliers ou associations à l'adresse suivante :

Comité de Défense du SOUSSOUEOU
Centre Rencontre et Recherche
44, avenue de Saragosse
64000 PAU

Une carte postale est en vente au prix de 10,00 F les 3, port compris.

UNE ETUDE DE MARCHÉ POUR LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE

Et une enquête, une ! Eh oui, une de plus ! Mais celle-ci est faite pour nous tous : nous avons tous intérêt à ce qu'elle réussisse. Pourquoi ? parce que ses résultats nous concernent et nous intéressent, ils ont pour objectif de contribuer à améliorer l'autonomie financière de nos associations.

Une utopie ? peut-être pas ; un rêve, en tous cas, pour ceux d'entre nous (ils sont de plus en plus nombreux) qui ont mis en place un "secteur commercial" avec l'espoir de bénéfices substantiels.

Pourquoi un rêve ? parce qu'une étude de marché apporte une information dont nous savons avoir besoin (il est évident que connaître la demande du public est nécessaire à la bonne réussite de nos démarches commerciales) et que nous pensons financièrement inaccessible !

C'est un cercle vicieux, au moins en apparence, qui explique d'une part les réticences de ceux qui ne veulent pas encore franchir ce pas et d'autre part les risques énormes pris par ceux qui s'y sont lancés.

Pourtant, nous connaissons tous des exemples de réussite brillante. Ces exemples sont encourageants et attirants, mais rares : il serait bon qu'ils soient plus nombreux.

Nous sommes quelques uns, à l'Atelier Vert de la Forêt de Fontainebleau, à avoir longuement réfléchi à ce problème : que doit-on faire pour y parvenir ?

Il apparaît que la première chose à faire est d'obtenir le maximum d'informations sur ce que le grand public attend et accepte. Une méthode simple et efficace pour cela consiste à faire un bilan précis et complet de ce que TOUTES les associations de protection de la nature diffusent : quels produits ? se vendent-ils bien ? qui achète ?... parmi d'autres questions.

Une telle enquête, pour être vraiment réussie et être réellement utile, doit répondre à 3 conditions :

1/ être conduite auprès de toutes les associations françaises de protection de la nature : le nombre de réponses déterminera la fiabilité des résultats,

2/ être conduite par une équipe efficace : l'Atelier Vert de la Forêt de Fontainebleau, maître d'oeuvre, s'est assuré la participation active entre autres, de Michel LAGNY (spécialisé dans la gestion et la publicité des entreprises), de Jean Paul FLIPO (professeur de marketing à l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon), des ALLIGATORS COMMUNICATEURS (spécialisés dans la communication et l'environnement), de Raymond BAUDOIN (spécialisé dans les statistiques et l'information).

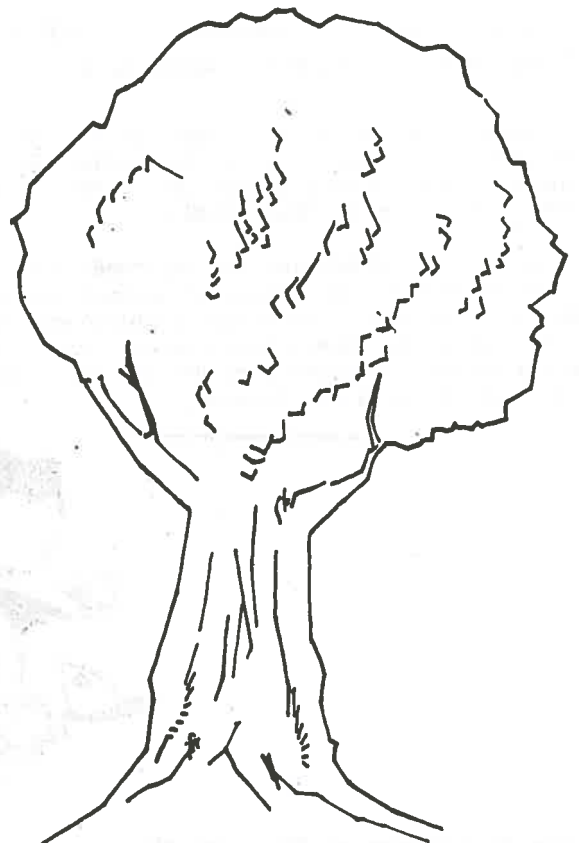
3/ A.V.F.F. a demandé à la FFSPN, qui a accepté, une publication dans la Lettre du Hérisson : un numéro spécial leur sera donc consacré que chacun recevra ;

4/ être rapide : le spécial de la "Lettre du Hérisson" sera reçu par chacun d'entre vous en 1987.

Chacun va donc recevoir un questionnaire dès le début décembre prochain ; nous vous remercions à l'avance de bien vouloir y répondre rapidement.

N'oubliez pas : les rêves deviennent parfois réalité... à nous tous de le vouloir.

Gilles BENEST
A.V.F.F.



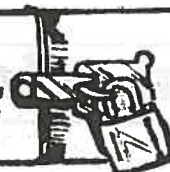
LA LETTRE DU HERRISSON

special associations

diffusion
interne

DOSSIER	LA CHASSE TRADITIONNELLE FRANCAISE FACE A L'EUROPE	P. 3à16
CHASSE	DES DEVOIRS DU CHASSEURS VIS A VIS DE L'ENVIRONNEMENT	P. 17
CNPN	ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE PERMANENT DU CNPN DU 20 NOVEMBRE 18986	P. 17
POLLUTION	BALE: L'INFORMATION A RETARDEMENT..	P. 17
FORMATION	FORMATION FFSPN	P. 18
	REUNION FORMATION	P. 18
FFSPN	ASSOCIATIONS A VOS AGENDAS	P. 18
ANNONCES	P. 18

BOUCLAGE



DELAIS DE BOUCLAGE DES PROCHAINES LETTRES DU HERISSON

LA LETTRE DU HÉRISSON PARAÎTRA LES :

1^{ER} DÉCEMBRE

5 DÉCEMBRE

1^{ER} JANVIER

15 JANVIER

1^{ER} FÉVRIER

15 FÉVRIER

**LES INFORMATIONS QUE VOUS SOUHAITEZ VOIR PARAÎTRE DOIVENT NOUS ÊTRE ENVOYÉES
RESPECTIVEMENT ET IMPÉRATIVEMENT AVANT LE :**

20 NOVEMBRE

4 DÉCEMBRE

18 DÉCEMBRE

6 JANVIER

23 JANVIER

6 FÉVRIER

**PASSES CES DELAIS, LES ARTICLES QUI NOUS PARVIENDRONT SERONT REPORTES
A LA LETTRE SUIVANTE.**



Le 17 novembre 1986 la France devait être traduite devant la cour de justice des Communautés Européenne pour infractions à la directive européenne sur la protection des oiseaux.

Grâce à des manoeuvres dilatoires, qui ressortent plus de la mauvaise foi et de la tactique de basse politique, le Ministère de l'Environnement a obtenu le report de procès au 15 janvier 1987.

Nous publions ci-après le texte du recours introduit par la commission avec quelques commentaires.

Si certains de nos lecteurs veulent mieux connaître les positions des chasseurs (traditionnels ou modernes), nous leur conseillons de consulter les n° 1022 et 1023 de la Gazette Officielle de la Chasse.

La FFSPN est intervenue auprès du ministre de l'environnement sur cette affaire. Nous vous tiendrons au courant.

LA CHASSE TRADITIONNELLE FRANCAISE FACE A L'EUROPE

COUR DE JUSTICE

REQUETE

INTRODUITE PAR LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES CONTRE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AYANT POUR OBJET DE FAIRE CONSTATER QUE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
A MANQUÉ AUX OBLIGATIONS QUI LUI INCOMBENT EN VERTU DE LA
DIRECTIVE DE BRUXELLES.

OCTOBRE 1986

La commission des Communautés européennes demande à la cour de justice de constater que la France est en infraction. Il s'agira donc essentiellement d'une condamnation morale.

Ceci présente l'intérêt d'une reconnaissance d'infraction et constitue une base pour des actions au Conseil d'Etat.

Il s'agit d'une explication des principales dispositions de la Directive

A MONSIEUR LE PRESIDENT ET A MESSIEURS LES MEMBRES
DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

R E Q U E T E

introduite en vertu de l'article 169, deuxième alinéa du traité instituant la Communauté économique européenne

par

La COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

représentée par son conseiller juridique, M. Jean AMPHOUX en qualité d'agent, ayant élu domicile auprès de M. Georgios KREMLIS, membre du Service juridique de la Commission, Bâtiment Jean Monnet, plateau du Kirchberg, à Luxembourg

contre

La REPUBLIQUE FRANÇAISE

ayant pour objet de faire constater qu'en ne prenant pas dans le délai prescrit toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive n° 79/409/CEE du Conseil, du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages, la république française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive.

La Commission a l'honneur d'exposer ce qui suit :

I. - FAITS ET PROCEDURE -

A. La directive n° 79/409/CEE

1. La directive n° 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages a été adoptée par le Conseil le 2 avril 1979 (cf. J.O.C.E., n° L 103 du 25 avril 1979, p. 1). Elle a été modifiée par l'acte d'adhésion de la Grèce et ses annexes I, II et III ont été adaptées, en raison de l'adhésion de la Grèce, par la directive n° 81/854/CEE du Conseil du 19 octobre 1981 (J.O.C.E., n° L 319 du 7 novembre 1981, p. 3).

Aux termes de son article 1er, la directive n° 79/409/CEE concerne la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres auquel le traité est d'application. Elle a pour objet la protection, la gestion et la régulation de ces espèces et en réglemente l'exploitation. Elle s'applique aux oiseaux, à leurs nids et à leurs habitats.

2. L'article 2 fait obligation aux Etats membres de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir ou adapter la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er à un niveau qui corresponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, compte tenu des exigences économiques et récréationnelles.

En vertu de l'article 3, les Etats membres doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er. L'article 3, § 2 et l'article 4 précisent ce que doivent être ces mesures.

L'article 7 définit les dérogations. La chasse (seulement des espèces figurant à l'annexe II de la directive) est une dérogation possible.

L'article 9 est celui utilisé par la France pour légaliser ses chasses traditionnelles. Elles sont possibles à condition d'être spécifiques et correspondent à des prélèvements en petites quantités. Il reste donc à déterminer ce qu'est une "petite quantité". La jurisprudence sera donc intéressante.

L'article 5 fait obligation aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour instaurer un régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er et comportant notamment l'interdiction :

- a) de les tuer et de les capturer intentionnellement;
- b) de détruire ou d'endommager intentionnellement leurs nids et leurs oeufs et d'enlever leurs nids;
- c) de ramasser leurs oeufs dans la nature et de les détenir;
- d) de les perturber intentionnellement, notamment durant la période de reproduction et de dépendance pour autant que la perturbation ait un effet significatif eu égard aux objectifs de la directive;
- e) de détenir les oiseaux des espèces dont la chasse et la capture ne sont pas permises.

L'article 6 fait obligation aux Etats membres d'interdire, pour toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er, sauf, dans certaines circonstances, pour les espèces visées à l'annexe III, la vente, le transport pour la vente, la détention pour la vente ainsi que la mise en vente des oiseaux vivants et des oiseaux morts, ainsi que de toute partie ou de tout produit obtenu à partir de l'oiseau, facilement identifiables.

L'article 7 permet, par dérogation à l'article 5, d'autoriser la chasse des espèces énumérées à l'annexe II, à condition de respecter certaines restrictions que les dispositions de l'article énumèrent.

L'article 8 oblige les Etats membres à interdire le recours à tous moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort massive ou non sélective ou pouvant entraîner localement la disparition d'une espèce et en particulier à ceux que l'annexe IV, sous a) énumère. Les Etats membres doivent également interdire toute poursuite à partir des modes de transport énumérés à l'annexe IV, sous b).

L'article 9 permet de déroger aux articles 5 à 8 pour certains motifs (intérêt de la santé et de la sécurité publique, intérêt de la sécurité aérienne, prévention des dommages aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux, fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction, de l'élevage se rapportant à ces actions, certains prélèvements en petites quantités). La Commission surveille l'application de cet article, notamment sur la base d'un rapport que les Etats membres doivent lui adresser chaque année.

La directive comporte également des dispositions consacrées à l'encouragement de la recherche (article 10) ainsi qu'à l'introduction d'espèces d'oiseaux ne vivant pas naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres. Il est, en outre, précisé que l'application des mesures prises en vertu de la directive ne doit pas conduire à une dégradation de la situation actuelle en matière de conservation (article 13) et que les Etats membres ont la faculté de prendre des mesures de protection plus strictes que celles qui sont prévues par la directive (article 14).

Tous les trois ans, les Etats membres doivent adresser à la Commission un rapport sur l'application des dispositions nationales prises en vertu de la directive (article 12). Sur la base de ces rapports, la Commission élabore un rapport de synthèse (article 12).

Les états disposaient de 2 ans pour se mettre en conformité. 7 ans après, ce n'est toujours pas fait.

Enumération des textes retenus par la commission comme concernant la directive sur la protection des oiseaux.

On peut remarquer quelques omissions et même des erreurs qui concernent des infractions à la Directive (en particulier les arrêtes sur la commercialisation des oiseaux).

De plus, à notre avis, la commission aurait dû prendre en compte les arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse qui comportent un certain nombre d'infractions à la directive CEE

Enfin s'agissant de l'adaptation de la directive au progrès technique et scientifique, une procédure est instaurée par les articles 15, 16 et 17; un comité constitué de représentants des Etats membres et présidé par la Commission intervient dans le cadre de cette procédure. Selon l'article 18 les Etats membres devaient mettre en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive dans un délai de deux ans à compter de la notification de cette dernière et en informer immédiatement la Commission.

B. Les dispositions nationales françaises

3. Les matières régies par la directive n° 79/409/CEE font l'objet, en droit français, de dispositions aussi nombreuses que diverses par leur objet et leur nature. Faute de pouvoir les énumérer toutes, on mentionnera plus particulièrement les suivantes :

a) - Le titre premier ("De la chasse") du livre troisième du code rural, articles 365 à 400;

- La loi du 30 juin 1903 et le décret du 12 décembre 1905 portant application de la convention internationale du 19 mars 1902 sur la protection des oiseaux utiles à l'agriculture;

- La loi n° 68.918 du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime (J.O.R.F. du 26 octobre 1968, p. 10.069);

- La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature (J.O.R.F. du 13 juillet 1976);

b) - Le décret n° 72.876 du 25 septembre 1972 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime (J.O.R.F. du 28 septembre 1972, p. 10.259);

- Le décret n° 77-1157 du 11 octobre 1977 pris pour l'application de la loi relative à la protection de la nature et concernant la liste des espèces de gibier (J.O.R.F. du 18 octobre 1977);

- Le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris pour l'application des articles 3 et 4 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature et concernant la protection de la flore et de la faune sauvages du patrimoine naturel français (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);

- Le décret n° 77-1296 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de l'article 5 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant l'autorisation de certaines activités portant sur les animaux d'espèces non domestiques et les végétaux d'espèces non cultivées. (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);

- Le décret n° 77-1297 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les établissements détenant des animaux (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);

- Le décret n° 77-1298 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant les réserves naturelles (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);

- Le décret n° 77-1299 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant la procédure simplifiée applicable aux contraventions dans les parcs nationaux (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);
 - Le décret n° 77-1300 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant le conseil national de la protection de la nature (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);
 - Le décret n° 77-1301 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et concernant la commission départementale des sites (J.O.R.F. du 27 novembre 1977);
 - Le décret n° 79-713 du 22 août 1979 pris pour l'application de la loi relative à la protection de la nature et réglementant la recherche, la poursuite et l'approche, pour la prise de vue ou de son, d'animaux non domestiques.
- c) - L'arrêté du 2 mars 1972 sur l'emploi des armes à feu pour la chasse et la destruction des animaux nuisibles (modifié par arrêté du 30 avril 1976);
- L'arrêté du 10 décembre 1976 portant interdiction de vente de certaines espèces migratrices de gibier (J.O.R.F. du 1er janvier 1977) modifié et complété par arrêté du 17 mars 1978 (J.O.R.F. du 29 mars 1978);
 - L'arrêté du 14 février 1977 sur la chasse en mer en embarcations ou autres engins mobiles de surface (J.O.R.F. du 18 mars 1977, p. 1475);
 - L'arrêté du 12 juin 1979 fixant la liste des espèces de gibier (J.O.R.F. du 22 août 1979);
 - L'arrêté du 11 septembre 1979 sur les autorisations exceptionnelles de capture ou de prélèvement à des fins scientifiques d'espèces protégées (J.O.R.F. du 25 septembre 1979 NC 78074);
 - L'arrêté du 30 juillet 1980 portant interdiction de vente de certaines espèces de gibier de montagne (J.O.R.F. du 27 août 1980, N.C. p. 7827);
 - L'arrêté du 17 avril 1981 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire (J.O.R.F. du 19 mai 1981, N.C. p. 4758).

4. L'examen de ces différentes dispositions conduit à la conclusion que sur un certain nombre de points, la réglementation française n'est pas entièrement conforme à la directive n° 79/409/CEE. En particulier, on relève les divergences suivantes :

- a) L'article 5 de la directive n° 79/409/CEE prévoit, pour toutes les espèces d'oiseaux visées à son article 1er - c'est-à-dire pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres - l'interdiction, sans aucune restriction

On aborde alors
les critiques des
avocats de la
Commission

"b) de détruire ou d'endommager intentionnellement leurs nids et leurs oeufs et d'enlever leurs nids;

c) de ramasser leurs oeufs dans la nature et de les détenir, même vides".

S'agissant des oiseaux utiles à l'agriculture, la Convention internationale du 19 mars 1902 énonce bien le principe qu'il est défendu d'enlever les nids, de prendre les oeufs, de capturer et de détruire les couvées en tout temps et par des moyens quelconques. Mais la convention tempère cette interdiction, en disposant à son article 2, troisième alinéa que

" [L'] interdiction ne s'étendra pas à la destruction par le propriétaire, [les] usufruitiers ou leurs mandataires des nids que des oiseaux auront construits dans ou contre les maisons d'habitation ou les bâtiments en général et dans l'intérieur des cours. Il pourra de plus être dérogé à titre exceptionnel aux dispositions du présent article en ce qui concerne les oeufs de vanneau et de mouette".

En maintenant en vigueur une semblable dérogation, la réglementation française ne répond pas aux exigences posées à l'article 5 précité de la directive n° 79/409/CEE.

En ce qui concerne le gibier, l'article 372, dixième alinéa du code rural prévoit :

"Il est interdit, en temps de fermeture d'enlever des nids, de prendre ou de détruire, de colporter ou de mettre en vente, de vendre ou d'acheter, de transporter ou d'exporter les oeufs ou les couvées de perdrix, faisans, cailles et de tous autres oiseaux, ainsi que les portées ou petits de tous animaux qui n'auront pas été déclarés nuisibles par des arrêtés du ministre de l'agriculture".

Les contrevenants à l'interdiction ainsi édictée se rendent passibles de la peine d'amende que prévoit l'article 374, 4° du même code.

Mais l'interdiction ainsi énoncée ne vaut que pour la période de fermeture de la chasse, tandis que celle que l'article 5 de la directive 79/409/CEE prévoit est conçue pour valoir toute l'année.

Sans doute, élargissant la protection ainsi organisée, l'arrêté du 17 avril 1981 qui, pris en application de la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 et du décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977, fixe la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire, prévoit à son article 1er l'interdiction, sans restriction, sur tout le territoire et en tout temps de la destruction et de l'enlèvement des oeufs et des nids des oiseaux des espèces non domestiques qu'il énumère à son article 1er.

La mesure ainsi prise n'est, cependant, pas suffisante. En effet, la liste des espèces bénéficiant de la protection organisée par l'article 1er de l'arrêté, telle que cet article l'établit, ne reprend pas toutes les espèces vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres, comme l'article 5 de la directive n° 79/409/CEE le voudrait. En particulier, ne sont pas énumérées les espèces que l'arrêté du 17 avril 1981 vise à ses articles 2 et 3, lesquels ne comportent pas l'interdiction de la destruction et de l'enlèvement des oeufs et des nids.

Cette analyse s'appuie sur un texte que tout le monde s'accorde à reconnaître comme obso-
lète? Ce reproche relève de l'art de la "pureté juridique" chère à certains juristes. Par con-
re la loi PN a prévu la protection des nids.

Ici un juriste s'est
fait plaisir.

Ainsi les dispositions de droit français actuellement en vigueur n'assurent que de manière incomplète la mise en oeuvre de l'article 5, lettres b) et c) de la directive n° 79/409/CEE.

L'argumentation peut sembler relever du cas précédent. Ce n'est malheureusement pas le cas. Il faut se souvenir que la FFSPN et la SEPANSO ont été déboutées au tribunal de Bordeaux parce qu'elles avaient pour objet de protéger le patrimoine biologique national et que la tourterelle était un migrateur. Cette notion de patrimoine biologique mériterait d'être précisée.

C'est exact, la détention des espèces protégées n'est pas interdite. Elle n'est que réglementée lorsqu'il s'agit de présentation au public ou d'élevage commercial.

cela devient très très sérieux.

ce que la FFSPN répète depuis 7 ans. L'argument des chasseurs est qu'on en tue très peu. Raison de plus, ça ne doit pas les gêner si on les supprime de la liste des espèces gibier. même cas que précédemment pour le courlis à bec grêle.

b) La loi française n° 76-629 du 10 juillet 1976, s'agissant de la protection qu'elle instaure, limite celle-ci au cas où soit un intérêt scientifique particulier, soit les nécessités de la préservation du "patrimoine biologique national" la justifie (article 3, 1er alinéa). La notion de patrimoine biologique national à laquelle il est fait appel est trop étroite par rapport à ce que requiert la directive n° 79/409/CEE. La protection que celle-ci organise doit s'étendre à l'ensemble des oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres. Les dispositions nationales de chaque Etat doivent assurer cette protection non seulement aux oiseaux qui appartiennent au patrimoine biologique national, c'est-à-dire vivant sur le territoire national mais également aux oiseaux qui, sans appartenir au patrimoine biologique national, peuvent se trouver à un certain moment, sur le territoire de l'Etat membre concerné - comme il peut en aller, par exemple, dans le cas des espèces migratrices. C'est donc à tous les oiseaux appartenant au patrimoine biologique européen que la protection prévue à l'article 3 de la loi n° 76-629 devrait être accordée.

c) Selon l'article 5, lettre e) de la directive n° 79/409/CEE, le régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 14 doit comporter notamment "l'interdiction de détenir les oiseaux des espèces dont la chasse et la capture ne sont pas permises. Cette interdiction générale de la détention des oiseaux autres que ceux des espèces visées à l'annexe III de la directive ne se retrouve pas dans les dispositions de la loi n° 76-629. Cette loi réglemente certes les conditions de la détention d'animaux d'espèces non domestiques que ce soit par des particuliers ou dans divers établissements (article 6, article 10). Mais par là même elle comporte une autorisation générale de la détention. Les oiseaux des espèces visées à l'article 5, Lettre e) de la directive n° 79/409/CEE devraient en être exclus.

* * *

d) L'arrêté du Ministre de l'environnement et du cadre de vie du 16 juin 1979 établit la Liste des espèces de gibier.

S'agissant des oiseaux reconnus comme gibier, c'est-à-dire comme susceptibles d'être chassés, la liste établie à l'article 1er de l'arrêté n'est pas conforme à l'article 7 de la directive n° 79/409/CEE qui limite la possibilité de la chasse aux seules espèces énumérées à son annexe II. En effet :

1° La liste des espèces de gibier établie par l'arrêté du 16 juin 1979 énumère parmi ces espèces la bécassine double et le chevalier sylvain qui font partie des espèces spécialement protégées, reprises à ce titre, non dans l'annexe II, mais dans l'annexe I de la directive (n°s 52 et 53).

2° La liste établie par l'arrêté ministériel énumère en outre parmi les espèces de gibiers, les oiseaux suivants :

Les chevaliers stagnatiles	Les corbeaux freux
Les chevaliers de blanc	Les corneilles
Les choucas des tours	Les courlis à bec grêle
Les colins	

les étourneaux sansonnets
les geais des chênes
les gravelots
les pies bavardes

les sarcelles marbrées
les tourne-pierres

Il s'agit là d'autant d'espèces qui ne sont pas incluses dans les listes de l'annexe II de la directive n° 79/409/CEE et qui ne peuvent donc pas faire l'objet d'actes de chasse. Elles doivent être retirées de la liste des espèces de gibiers.

l'affaire de la tourterelle

e) Par différents arrêtés successifs du 20 avril 1982, du 20 avril 1983, de 1984, le ministre de l'environnement a ouvert la chasse à la tourterelle des bois dans certaines communes du Médoc de mars à mai 1982, puis de nouveau du 15 mai au 23 mai 1983, et en mai 1984.

Sans doute, la tourterelle des bois fait partie des espèces énumérées à l'annexe II de la directive n° 79/409/CEE. Elle peut donc, en principe, faire l'objet d'actes de chasse. Mais, s'agissant d'une espèce migratrice, la disposition de l'article 7, paragraphe 4, avant-dernière phrase, de la directive est applicable. Aux termes de cette disposition, "lorsqu'il s'agit d'espèces migratrices, ils (Les Etats membres) veillent en particulier à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation de la chasse, ne soient pas chassées pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification".

Or, précisément, les arrêtés précités ont ouvert la chasse à la tourterelle des bois en une période et en des lieux contraires à cette exigence.

Il est patent en effet que la Gironde est, au printemps, un lieu de repos sur la route des tourterelles des bois migrant vers leur lieu de nidification.

on en arrive aux chasses traditionnelles.

f) Quant aux modes de capture des oiseaux, un arrêté du ministre de l'environnement pris au vu des articles 371 et 373 du code rural du 27 juillet 1972 a autorisé l'emploi des gluaux pour la capture des grives destinées à servir d'appelants dans le département du Vaucluse.

Par ailleurs un arrêté du 7 septembre 1982, fondé sur l'article 373 du Code rural, bientôt suivi d'un arrêté du 15 octobre 1982 a autorisé, dans certaines régions, la capture de l'alouette des champs au moyen de filets horizontaux, appelés pantes ou matoles.

Or, l'usage de ces moyens de capture est expressément interdit par les dispositions de l'article 8 de la directive n° 79/409/CEE.

En effet, aux termes de l'article 8, § 1er, "en ce qui concerne la chasse, la capture ou la mise à mort d'oiseaux... les Etats membres interdisent le recours à tous moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort massive ou non sélective ou pouvant entraîner localement la disparition d'espèces, et en particulier, à celles énumérées à l'annexe IV sous a)."

L'annexe IV sous a) énumère précisément parmi les moyens de capture interdits

- au premier tiret : - les... gluaux...
- et au troisième tiret : - les filets, pièges-trappes,...

L'analyse est bien légère.

A notre avis, la République Française a fait plus que "manquer à ses obligations". Elle a violé la directive.

La commission a donc attendu février 84 pour engager la procédure d'infraction soit 5 ans après la signature de la directive et 3 ans après son entrée en vigueur.

Les demandes de la FFSPM (la première date de juillet 81) ont mis du temps à être prises en considération

5. Il ressort des considérations qui précèdent que, sur un certain nombre de points, les dispositions normatives en vigueur dans l'ordre juridique français ne garantissent pas l'application pleine et entière des dispositions de la directive n° 79/409/CEE ou permettent l'adoption, en pratique, d'agissements contraires aux exigences que cette dernière prévoit.

La Commission a ainsi été conduite à estimer que la République française a manqué aux obligations découlant pour elle de cette directive.

C. La procédure engagée contre la République française au titre de l'article 169 du traité CEE.

6. Se fondant sur les considérations évoquées ci-dessus, la Commission a décidé d'ouvrir à l'encontre de la République française la procédure prévue à l'article 169 du traité.

Par lettre n° SG(84) D/2639 en date du 22 février 1984, la Commission a, conformément à cette procédure, mis le gouvernement français en mesure de présenter ses observations au sujet du manquement ainsi reproché dans un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre.

Par ailleurs, s'agissant du problème concernant l'ouverture en Gironde de la chasse à la tourterelle des bois en période de migration vers les lieux de nidification, la Commission avait été, d'ores et déjà, amenée à faire part au gouvernement français de ses préoccupations en lui adressant, sur le fondement de l'article 169 du traité, la lettre n° SG(83) D/7616 en date du 14 juin 1985, puis une lettre en date du 2 mai 1984 à l'adresse du Ministre de l'environnement.

7. En réponse à la lettre de la Commission du 22 février 1984, le gouvernement français a, par lettre n° 728 de la Représentation permanente de la France, en date du 27 août 1984, fait part des observations que lui inspiraient les points soulevés par la Commission au sujet de la transposition en droit français de la directive n° 79/409/CEE.

Toutefois, ces observations n'ont pas conduit la Commission à modifier son point de vue au sujet des manquements reprochés.

a) S'agissant du problème relatif à la destruction des nids construits dans ou contre les bâtiments, le gouvernement français fait valoir d'une part que la convention du 19 mars 1902 qui l'autorise à son article 2, alinéa 3, a été ratifiée par neuf Etats et qu'il s'agit d'un acte qu'un seul des Etats Parties contractantes ne saurait modifier unilatéralement. Par ailleurs, des textes ultérieurs, plus stricts, interdisant la destruction des nids permettraient à la réglementation française de satisfaire aux exigences de la directive communautaire.

De l'avis de la Commission, l'argumentation ainsi développée porte à faux. Sans doute, les dispositions de l'article 2, alinéa 3 de la convention font partie d'un acte international conclu entre plusieurs Etats qui ne peut être modifié que du commun accord des Parties contractantes. Mais d'un autre côté, la disposition en cause, prévoyant une faculté de tempérer l'interdiction de destruction des nids et des oeufs qu'elle

prononce, ne constitue en aucune manière un droit des Etats tiers, partie à la Convention à ce que la destruction par les propriétaires, les usufruitiers ou leurs mandataires, des nids construits par les oiseaux, dans ou contre les bâtiments soit autorisée en France. En vérité, la Convention ne fait nullement obstacle à l'adoption de réglementations nationales plus protectrices. S'il en est besoin, l'adoption par le Gouvernement français de l'arrêté du 17 avril 1981 en est la preuve.

Il demeure, ainsi qu'il a été relevé ci-dessus, que la protection des nids et des oeufs organisée par cet arrêté est insuffisante, étant donné que la liste des espèces d'oiseaux en bénéficiant en vertu de l'article 1er dudit arrêté ne reprend pas toutes celles pour lesquelles la protection doit être organisée en vertu des dispositions de l'article 5 de la directive n° 79/409/CEE. Tout comme le texte de la convention, celui de l'arrêté du 17 avril 1981 n'est pas conforme aux exigences de la directive.

- b) S'agissant des critiques relatives à l'article 342, dixième alinéa du Code rural, le Gouvernement évoque de la même manière les dispositions de l'arrêté ministériel précité du 17 avril 1981, ainsi que les arrêtés réglementaires permanents relatifs à la police de la chasse dans les départements qui interdisent l'enlèvement et la destruction des nids et des oeufs de tous les oiseaux appartenant aux espèces de gibier qu'il est permis de chasser.

Il reste que le texte du Code rural n'est pas conforme à ce qu'exige la directive et que l'arrêté du 17 avril 1981 ne comblant lui-même cette lacune que de manière incomplète, ainsi qu'il a été relevé, ne suffit pas à éliminer le manquement aux exigences de ladite directive, tel qu'il a été relevé.

- c) S'agissant des dispositions de la loi n° 76-629 relative à la protection de la nature qui limite le bénéfice de ses dispositions aux cas où "les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient", le gouvernement français fait état de la difficulté qu'il y aurait à modifier le libellé de l'article 3, premier alinéa qui fait cette référence, étant donné que la loi concernerait à la fois des espèces végétales et des espèces animales et que le patrimoine biologique de la France ne serait composé que pour une faible part d'espèces ressortissant de la compétence communautaire que ce soit au titre de la directive n° 79/409/CEE ou de celui du règlement n° 626/82 relatif à la convention de Washington.

Par ailleurs, l'article 5 de la loi n° 76-629 permettrait de prendre en tant que de besoin les mesures de protection qu'exigeraient la protection des espèces d'oiseaux européens non représentés en France.

Ces explications ne justifient pas pour autant qu'il n'y ait pas d'infraction aux dispositions de la directive n° 79/409/CEE.

La prétendue difficulté qu'il y aurait à modifier le libellé de l'article 3, alinéa premier de la loi n° 76-629 ne saurait en rien dispenser la République française de l'obligation d'assurer l'entière mise en oeuvre de la directive dans toute l'étendue du champ d'application de celle-ci et de faire bénéficier toutes les espèces d'oiseaux concernés par cette directive le régime de protection qu'elle entend leur garantir.

La commission rappelle les règles qui sont applicables aux dérogations pour la destruction. La France est loin de les respecter.

La commission devrait être plus précise et exiger des preuves de nuisances.

Pour la tourterelle, la Commission repousse la notion de droit traditionnel.

cultures. Les autorités françaises ne verraient pas d'inconvénients à retirer ces espèces de la liste des gibiers stricto sensu, mais n'entendraient nullement renoncer à la possibilité de faire détruire, notamment au moyen d'armes de chasse, des oiseaux appartenant aux espèces considérées.

De l'avis de la Commission, cette argumentation n'empêche pas de reconnaître la non-conformité de l'arrêté du 12 juin 1979 avec la directive n° 79/409/CEE. Sont énumérés comme gibiers des espèces d'oiseaux qui, aux termes de cette dernière, ne devraient pas l'être.

Par ailleurs, c'est en vain que les autorités françaises font valoir leur souci de conserver la possibilité de faire détruire des oiseaux des espèces considérés en certaines circonstances, lors même qu'il s'agit d'espèces en principe protégées en vertu de la directive n° 79/409/CEE. Celle-ci, en effet, tient compte de ce souci à son article 9 qui admet des exceptions pour des cas spécifiques pouvant justifier la destruction d'un nombre limité d'oiseaux.

* * *

En effet, aux termes de l'article 9, paragraphe 1er, les Etats membres peuvent déroger aux articles 5, 6, 7 et 8, s'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes, pour les motifs ci-après :

- a) - dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publique;
 - dans l'intérêt de la sécurité aérienne;
 - pour prévenir les dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux;
 - pour la protection de la flore et de la faune;

b)

c)

Le paragraphe 1 précise les conditions auxquelles ces dérogations doivent satisfaire, les paragraphes 3 et 4 les modalités du contrôle de l'application de ces dérogations.

Les soucis exprimés par les autorités françaises devant trouver le moyen d'être satisfait dans ce cadre - et uniquement dans ce cadre - ils ne sauraient justifier les mesures prévues par l'arrêté du 12 juin 1979 dans ce qu'elles ont de trop général.

- f) Pour ce qui est de la chasse à la tourterelle des bois, le gouvernement français se borne à faire état dans sa lettre, de la notification d'une dérogation à la directive sur ce point, transmise à la Commission par lettre n° 448 du 29 juin 1984. Cette dérogation se justifierait par le fait que la chasse de printemps de la tourterelle des bois représenterait un droit traditionnel qui appartiendrait au patrimoine culturel de la population en Gironde.

La Commission ne peut que répéter sur ce point que le fait d'autoriser une telle chasse constitue une violation manifeste des dispositions des articles 5 et 7 de la directive n° 79/409/CEE. Une dérogation aux interdictions prévues par les dispositions de ces articles n'est pas susceptible d'être justifiée au titre de l'article 9 de la directive. Celui-ci en effet ne permet pas d'évoquer comme motif d'une semblable dérogation une prétendue "coutume" ou un soi-disant "droit traditionnel"

appartenant au patrimoine culturel d'une population alors qu'une telle coutume ne correspond pas à la situation écologique actuelle.

On observe par ailleurs que, par deux arrêts du 7 décembre 1984 (Fédération française des sociétés de protection de la nature et autres), le Conseil d'Etat a annulé comme illégal, parce que contraire à la directive n° 79/409/CEE, les arrêts du 20 avril 1982 et du 20 avril 1983.

- g) Le gouvernement français soutient enfin que l'autorisation des gluaux pour la capture des grives et de l'usage des pantés et matoles pour celle des alouettes des champs ne constituerait pas une contravention aux dispositions de la directive n° 79/409/CEE. En effet, les oiseaux seraient capturés vivants, ce qui permettrait de relâcher les oiseaux appartenant à d'autre espèces ou une partie des spécimens capturés. Une telle argumentation ne peut être retenue. Il reste que l'usage des gluaux et des filets est interdit comme moyen de chasse aussi bien pour la capture des grives et des alouettes des champs que pour toute autre espèce d'oiseaux susceptibles d'être chassés ou non. En vain, également, l'on soutiendrait qu'il s'agirait d'un moyen de capture traditionnel. Aucune dérogation ne pourrait être admise à ce titre en vertu de l'article 9 de la directive.

Depuis 1985, la France n'a donc pas bougé. Personne n'a jamais vu cet avis motivé. La DPN n'en a jamais fait part.

*La saisine de la
Cour de justice.*

8. Les considérations qui précèdent ont conduit la Commission à estimer que la République française n'avait pas pris toutes les dispositions propres à assurer, dans les délais requis, la mise en oeuvre dans l'ordre juridique français de toutes les dispositions de la directive n° 79/409/CEE.

En conséquence, la Commission a émis, en date du 20 février 1985, l'avis motivé au titre de l'article 169 du traité que la république française, en ne prenant pas toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive n° 79/409/CEE du Conseil, du 2 avril 1979, relative à la conservation des oiseaux sauvages, a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 189 du traité CEE et de l'article 18 de la directive.

Cet avis motivé a été notifié au gouvernement français par lettre n° SG (85) D/2154 du 20 février 1985. Il invitait la république française à prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

9. Cet avis motivé étant resté sans suite, ni réponse, la Commission s'est vue contrainte de saisir la Cour de justice de la présente requête.

II. EN DROIT

10. En vertu de l'article 189 du Traité instituant la Communauté économique européenne, "la directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens".

Ce caractère contraignant implique pour les Etats membres l'obligation de respecter les délais imposés par les directives, ainsi qu'il ressort, notamment, de l'arrêt rendu le 26 février 1976 dans l'affaire 52/75, Commission contre République italienne (Recueil 1976, p. 277) et de l'arrêt rendu le 22 septembre 1976

dans l'affaire 10/76, Commission contre République italienne (Recueil 1977, p. 1359).

En effet, la Cour a déclaré dans le premier de ces deux arrêts :

"(que) l'exacte application d'une directive est d'autant plus importante que les mesures d'exécution sont laissées à la discrétion des Etats membres et (que), faute d'atteindre dans les délais fixés les objectifs visés, de tels actes seraient privés d'efficacité; (que) si, à l'égard des Etats membres destinataires, les dispositions d'une directive ont un effet non moins contraignant que celui d'une autre règle de droit communautaire, un tel effet appartient à plus forte raison aux dispositions relatives au délai pour la mise en oeuvre des mesures prévues, notamment du fait qu'au-delà de l'expiration de ce délai, la disparité des régimes appliqués dans les Etats membres pourrait engendrer des discriminations".

Il s'ensuit que, en n'ayant pas mis en vigueur dans les délais prescrits toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive n° 79/409/CEE ou en ayant arrêté des dispositions qui ne sont pas appropriées à assurer l'exécution des dispositions de cette directive, la République française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du Traité.

PAR CES MOTIFS

et tous autres à déduire, produire ou suppléer, la Commission des Communautés européennes a l'honneur de conclure qu'il plaise à la Cour :

- constater que la République française, en ne mettant pas en vigueur dans le délai prescrit toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive n° 79/409/CEE du Conseil, du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, a manqué aux obligations lui incombant en vertu du traité et de cette directive;
- condamner la République française aux dépens.

Jean AMPHOUX
Agent de la Commission

Par ailleurs, même à supposer qu'en raison de son texte et de son contexte, l'article 5 de la loi n° 76-629 soit applicable, le régime de protection qu'il assure ne correspond pas à celui dont la directive n° 79/409/CEE postule l'instauration.

Aux termes de cet article, "la production, la détention, la cession à titre gratuit ou onéreux, l'utilisation, le transport, l'introduction, quelle qu'en soit l'origine, l'importation sous tous régimes douaniers, l'exportation, la réexportation de tout ou partie d'animaux d'espèces non domestiques et de leurs produits... doit faire l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat" (cf. décret n° 77-1296 du 25 novembre 1977). Ainsi est organisé un système d'autorisation pour la production, la détention, etc... des animaux d'espèces non domestiques, et non pas un régime d'interdiction formelle du type de celui que prévoit l'article 3 de la loi et qui seul correspondrait à ce que requièrent les articles 1, 5 et 6 de la directive.

d) En ce qui concerne la détention des oiseaux dont la chasse est prohibée, le gouvernement français soutient qu'en vertu des textes en vigueur et notamment de l'arrêté du 17 avril 1981 fixant la liste des oiseaux protégés, pris en application de la loi du 10 juillet 1976, toutes les restrictions voulues par la directive seraient applicables. La détention des espèces d'oiseaux protégés ne serait licite que si elle résulte :

- d'une acquisition préalable aux textes de protection;
- ou d'une reproduction en captivité;
- ou si le détenteur a été autorisé à prélever le spécimen dans le milieu naturel;
- ou si le spécimen a été importé conformément à la Convention de Washington et de son règlement communautaire d'application.

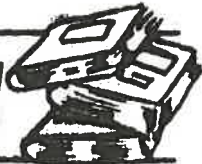
Mais il reste

- d'une part, que la protection assurée du fait de l'arrêté du 17 avril 1981 est incomplète en raison de l'insuffisance déjà relevée de la liste qu'il donne des espèces d'oiseaux auxquels cette protection est consentie;
- et, d'autre part, que la détention est seulement soumise par la loi à un régime d'autorisation, alors que la directive n° 79/409/CEE requiert une interdiction de principe.

a) Quant à la liste des espèces de gibiers établie par l'arrêté du 12 avril 1979, le gouvernement français admet qu'elle n'est pas conforme à ce qu'exige la directive pour ce qui est de la bécassine double et du chevalier sylvain. Une modification des dispositions en cause serait à l'étude. Mais, à la connaissance de la Commission, cette modification n'a toujours pas été décidée.

Pour ce qui est des autres espèces dont l'énumération comme gibier est contestée, le gouvernement français fait valoir qu'il ne saurait être question d'en interdire la destruction. En effet, les espèces considérées, ne feraient pas, à proprement parler, l'objet d'une chasse, mais bien plutôt d'opérations de destruction dues à leur caractère éventuel de ravageurs des

L'argumentation de la France s'applique donc aux chevaliers, courlis à bec grêle. On est heureux d'apprendre qu'il faut détruire ces espèces.



"Conceptions et réalisations d'images publicitaires", ce stage a eu lieu du 27 au 31 octobre à St Jean de Bruges, dans un petit village des Causses de la Seraine au pied du château fort.

On y a réfléchi à des actions publicitaires qui se sont concrétisées par des autocollants et des affiches réalisées en sérigraphie et en offset (donc, à peu de frais !)

.... Une équipe créative et sympa !

Liliane.

REUNION FORMATION

Nous vous rappelons que la réunion formation aura lieu à Paris le 27 novembre à Paris le 27 novembre à 10 h à NOTRE MAISON, 32, rue Olivier Noyer dans le 14e (métro : Alésia ou Pernety).

Nous vous en rappelons l'ordre du jour :

1/ les stages 86 réalisés à ce jour :

- relation avec l' élu local - SEPNE
- informatique et association - FRAPEC
- gestion de la forêt - SOLAGRO
- promotion équipement Maison de la Nature SEPNE
- dialoguer avec les élus locaux - CREPAN
- . la valeur du stage
- . son impact, sa réussite
- . la qualité des intervenants :
 - * compétences
 - * intérêts suscités
- . ce stage peut-il être repris dans une autre région. Doit-il être complété ?

2/ les besoins en matière de formation

- les thèmes
- les personnes concernées

3/ les suggestions de stages régionaux 1987

4/ les stages nationaux à prévoir pour 1987.

- stages européens
- stages aux commissions départementales de la chasse.

NB. La FFSPN prendra en compte les déplacements SNCF 2e classe.

L'association de Défense de l'Environnement en Vendée sera l'organisatrice du XVIIIe Congrès National de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, ce Congrès National se déroulera à St Jean de Monts en Vendée, au Palais des Congrès, les 27, 28, 29 et 30 mai 87.

Durant ce Congrès, se tiendra une Fête de la Nature :

- expositions
- vente de matériel pédagogique
- séances cinématographiques
- marché de produits biologiques
- visites guidées.

RETENEZ DES MAINTENANT CES DATES !

Annonces

L'URCANE (Union Régionale Champagne Ardenne pour la Nature et l'Environnement) recherche 2 objecteurs de conscience pour novembre 86 ou mai 1987.

Formation souhaitée : naturaliste (amateur ou étudiant en biologie ou géographie)

Fonctions :

- réalisation, en équipe, d'expositions, de brochures,
- cogestion et co-réalisation d'un bulletin trimestriel (chlorophylle),
- animation d'expositions et de groupes,

- permanences et aide au fonctionnement administratif.

Les activités sont basées :

- à CHALONS (permanence régionale)
- ponctuellement sur les lieux d'animation.

REUNION EAU ET PECHE LE 22.11.86

Cette réunion n'a pas pu avoir lieu du fait de la parution tardive de la Lettre du Hérisson n° 53.

Nous nous en excusons auprès des personnes intéressées.

CHASSE



DES DEVOIRS DU CHASSEUR VIS A VIS DE L'ENVIRONNEMENT

DEPUIS 1980, LA FEDERATION DES CHASSEURS DE LA GIRONDE, AGREEE AU TITRE DE LA PROTECTION DE LA NATURE, EST ACCUEILLIE, A LA DEMANDE DES ENSEIGNANTS, DANS LES ECOLES DU DEPARTEMENT POUR EXPLIQUER AUX ENFANTS LE ROLE, LA PLACE ET LES DEVOIRS DU CHASSEUR VIS A VIS DE L'ENVIRONNEMENT.

Cette fédération a décidé de concrétiser cette information sur le terrain ; ainsi 90 écoles ont pu suivre, au cours de ces deux dernières années, une journée pédagogique dans une palombière et découvrir à cette occasion les problèmes liés à la chasse et à la protection de la nature.

Cette année, l'action sera poursuivie avec une étude de la migration ; il s'agira d'une sortie avec des classes de CM2, sur le Bassin d'Arcachon afin d'observer l'hivernage des Oies Bernaches. Les écoles qui y participeront s'engageront aussi à participer à un concours dont le thème sera précisé ultérieurement.

CNPN



ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE PERMANENT DU CNPN DU 20 NOVEMBRE 1986

- 9 h 30 : question préliminaire
- 9 h 45 : communication sur la situation actuelle des réserves de la biosphère en France - rapporteur M. JAFFEUX
- 10 h 15 : projet de barrage en Guyane - site du petit Saut - rapporteur MM. GAILLEMANT ET TANE
- 11 h 45 : projets de liste d'espèces végétales protégées dans la région Centre - rapporteur M. GALLAND
- 12 h 15 : travaux dans la réserve naturelle des Aiguilles Rouges - rapport du CEMA-GREF
- 14 h : discussion à propos de la mise en application de la proposition faite par M. RAFFIN au CNPN d'Alsace dans sa communication concernant le choix de thèmes de réflexions approfondies
- 14 h 45 : projet de réserve naturelle des Iles BRUZZI- Ilot aux moines (Corse du Sud) rapporteur Mme BONNIN LUQUOT

15 h 30 : communication sur les travaux de quatre groupes de la commission réunie sur les problèmes rencontrés par les "usagers" (associations et professionnels) des animaux sauvages en captivité - M. BENTATA

U
N
C
S

Débat application des articles 3,4,5 de la loi sur la protection de la nature aux animaux sauvages détenus en captivité - M. BENTATA

17 h : questions diverses

BALE : L'INFORMATION A RETARDEMENT

LE 10 NOVEMBRE, PIERRE DELACROIX, PRESIDENT DE LA FFSPN, A FAIT CONNAITRE AU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, MONSIEUR CARIGNON, LA REACTION DE LA FEDERATION A LA SUITE DE LA CATASTROPHE PROVOQUEE PAR UN INCENDIE DE L'USINE SANDOZ A BALE, LE 1er NOVEMBRE DERNIER.

Monsieur le Ministre,

L'accident industriel à conséquences écologiques qui vient de frapper les régions rhénanes et les impacts probables sur les populations riveraines de la région bâloise, soulignent, une nouvelle fois les insuffisances dramatiques en matière de sécurité industrielle, de prévention des risques et d'information, en particulier en matière internationale.

La FFSPN approuve la mise en oeuvre d'une recherche concernant les risques industriels majeurs grâce au groupe "Bhopal" auquel vous avez bien voulu d'ailleurs l'associer. Toutefois, elle souhaite rappeler, à la lumière de l'accident de Bâle, que la prévention des risques majeurs ne saurait faire oublier les risques dits ordinaires liés au fonctionnement régulier des installations classées.

La multiplication des accidents de ce type survenant en France ou dans les pays voisins depuis quelques mois rappelle cette dure réalité. La FFSPN vous demande de bien vouloir rappeler aux services de la DPP la nécessité d'appliquer avec la plus grande rigueur la réglementation existante. Mais, en même temps, elle estime nécessaire que soit mise en place une information la plus large et une réelle politique de protection des milieux naturels et des populations riveraines de telles installations. Les nécessités du secret industriel doivent cesser de prendre le pas sur la sécurité des citoyens et la sauvegarde des milieux de vie, comme trop de règlements l'y autorisent actuellement. Nous espérons que la refonte en préparation des structures générales de la sécurité civile ira dans le sens d'une plus grande clarté, afin d'éviter que se reproduisent les conditions scandaleuses de l'accident de Bâle.